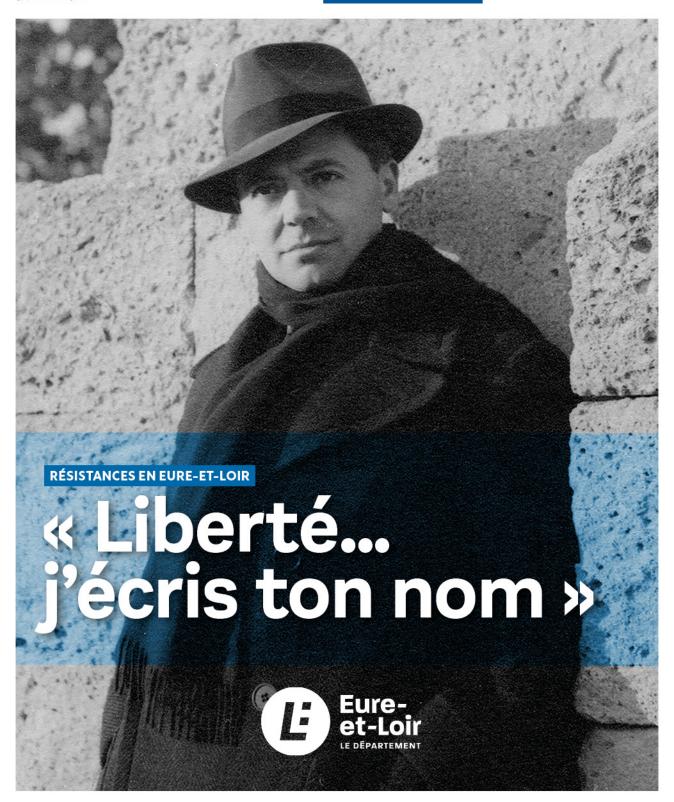
L'Eurélien

CONSEIL DÉPARTEMENTAL D'EURE-ET-LOIR

JANVIER 2022

hors-série



Le grand livre de la Résistance

En 1942, lorsque Paul Eluard écrit son poème « Liberté », la France, occupée par l'Allemagne nazie et dirigée par le régime de Vichy depuis longtemps engagé dans la voie de la collaboration, vit les heures les plus sombres de son histoire. Pourtant, à l'instar du poète qui revendique sa liberté, quelques-uns, hommes et femmes, rejettent l'idée de la défaite, de la soumission à l'ennemi, de la haine aveugle et de la privation de liberté pour choisir une autre voie, résister au péril de leur vie pour contribuer à la libération du pays et vivre libres.

Parcourir cette brochure, riche des documents conservés aux Archives départementales d'Eure-et-Loir, c'est retracer les principaux jalons qui ont marqué l'histoire de la Résistance dans notre département, des prises de position individuelles à à la Libération, en passant par la constitution des réseaux et la mise en œuvre d'actions sur l'ensemble du territoire. C'est aussi découvrir le destin d'hommes et de femmes d'exception, qui n'avaient pour beaucoup le sentiment de ne faire que leur devoir, et, pourtant, à qui nous devons tant.

« Quoi qu'il arrive, la flamme de la Résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas » : ainsi le général de Gaulle, dans son appel du 18 juin 1940, ouvrait-il la première page du grand livre de la Résistance. Que ne soit jamais oubliée la mémoire de celles et ceux qui l'ont écrit.

Sommaire

- 3. Des initiatives individuelles à l'action collective
- 4. Les prémices de la Résistance en Eure-et-Loir
- 6. La constitution de la France libre
- 7. La Résistance intérieure : organisations, mouvements et réseaux
- 9. Les mouvements
- 10. Les réseaux
- 12. Les débuts de la répression
- 14. DuSTO au débarquement : la Résistance resserre les rangs (1943-1944)
- 16. L'émergence d'une nouvelle force : les maquis
- 20. L'action!
- 23. Le débarquement et la libération de l'Eure-et-Loir

Remerciements

Merci à toutes celles et ceux qui ont œuvré à la construction de ce hors-série :

aux Archives départementales d'Eure-et-Loir et notamment Valérie Devémy, Cécile Figliuzzi, Émilie Lebailly, Sandra Massot, Jean-Yves Noël, Philippe Ponce, Nicolas de Raemy, Christiane Riguet, Virginie Todorovic-Le Bourhis;

à la Direction de la communication et notamment Christine Le Bourdonnec et Laurent Langlois ;

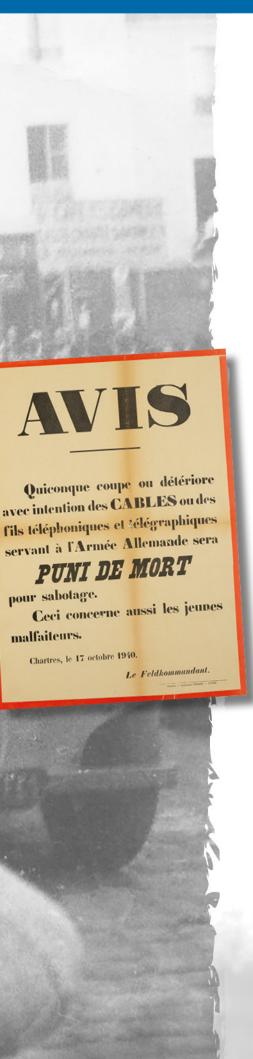
à Dominique Dubois, professeur d'histoire au collège des Petits Sentiers (Lucé); à Serge Mogère, dessinateur.







Retrouvez-nous sur nos réseaux sociaux





Des initiatives individuelles à l'action collective...

Le département d'Eure-et-Loir a joué un rôle décisif dans la lutte contre l'occupant. Les actions individuelles des Euréliens se sont progressivement structurées.

e terme « Résistance » désigne les différents groupements qui pour-suivent clandestinement la lutte contre l'Allemagne nazie et la politique de collaboration menée par le régime de Vichy, de la mise en place de l'Occupation (juin 1940) à la libération du pays en août 1944. Seuls ou en groupe, les résistants agissent de différentes manières : espionnage, renseignement, assistance aux ennemis ou aux opprimés du régime nazi, désobéissance, sabotages, attentats... au péril de leur vie car la répression menée par les Allemands, aidés par la police de Vichy, est implacable.

l L'appel du 18 juin

Le premier mouvement à se constituer est celui de la France libre, suite à l'appel du 18 juin 1940 lancé par le général de Gaulle sur les ondes de la BBC. Depuis Londres, elle continue la lutte armée aux côtés des Alliés tout en organisant et aidant les résistants sur le territoire français (transmission d'instructions par liaison radio, parachutages d'armes...). Ces derniers, après une première phase d'initiatives non coordonnées, parviennent à se structurer en réseaux, mouvements et maquis et à mener des actions

de plus en plus audacieuses. En juin 1944, le débarquement en Normandie donne un nouvel élan à la Résistance, qui redouble d'efforts et contribue alors activement à la Libération.

La mobilisation des Euréliens

Le département d'Eure-et-Loir a lui aussi fourni de nombreux résistants à la France : comment la Résistance s'est-elle implantée puis développée sur ce territoire? Quel fut le rôle des résistants euréliens dans la libération du pays? Dans un premier temps, la Résistance eurélienne est essentiellement le fruit d'initiatives individuelles, puis de petits groupes commencent à se constituer. La mise en place du service du travail obligatoire (STO) en 1943, obligeant les jeunes gens à partir travailler en Allemagne, pousse beaucoup d'entre eux à entrer dans la clandestinité. La même année, les différents groupes existant en Eure-et-Loir se structurent et intensifient leur action contre les Allemands. Enfin, à compter de l'été 1944, le dernier acte se joue: les résistants s'engagent massivement dans les combats de la Libération en Eure-et-Loir, puis dans le reste du pays.



Les prémices de la Résistance en Eure-et-Loir

En juin 1940, le préfet d'Eure-et-Loir, Jean Moulin, réalise un premier grand acte de Résistance. Dans le même temps, des citoyens euréliens entendent l'appel du général de Gaulle...

'armée allemande franchit à peine les limites du département le 17 juin 1940 que certains Euréliens prennent position: refuser, et déjà résister... Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loir depuis février 1939, accueille avec dignité les officiers allemands à la préfecture. Ces derniers sont courtois. C'est bien moins le cas de ceux venus le chercher dans la soirée. Ils exigent la signature d'un document reconnaissant que l'armée française a commis

des crimes de guerre : « Des femmes et des enfants, des Français, ont été massacrés après avoir été violés. Ce sont vos troupes noires qui ont commis ces crimes dont la France portera la honte ». Ces faits sont « prouvés de façon irréfutable », disent-ils, ce que conteste Jean Moulin. Il est torturé. Dans la nuit, pour ne pas signer, il tente de mettre fin à ses jours, se tranchant la gorge avec des débris de verre. « J'ai fait cela pour que des soldats français ne



puissent pas être traités de criminels ». A peine rétabli, il se remet au travail. Le refus de signer ce faux document et sa tentative de suicide font de Jean Moulin le premier grand résistant.

Des citoyens face à l'armée allemande

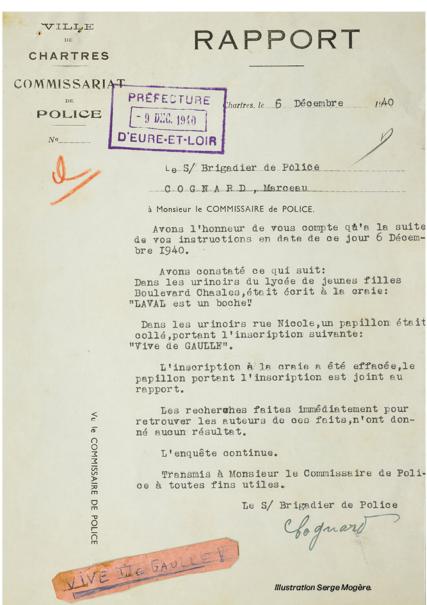
Le même jour, Léontine Bourgeois, 83 ans, habitante de Luray, insulte les Allemands entrés



par effraction dans sa maison. Comme elle refuse de s'excuser, elle est fusillée dans son jardin sous les yeux de sa fille. Celle-ci doit ensuite creuser la tombe de sa mère. Etienne Achavanne, né à La Framboisière, est un ancien combattant de la Première Guerre mondiale. Ouvrier agricole, il se réfugie près de Rouen pendant l'exode. Requis par les Allemands pour aménager la base aérienne de Rouen-Boos d'où ils décollent pour bombarder l'Angleterre, Achavanne sectionne des câbles électriques et téléphoniques. Condamné à mort le 24 juin, il est fusillé le 4 juillet. Les Allemands lui rendent les honneurs militaires.

« L'Appel »

Les Euréliens entendent-ils l'appel de De Gaulle, parti à Londres, sur les ondes de la BBC le 18 juin? Peu de Français en ont connaissance le jour-même. En Eure-et-Loir les coupures d'électricité, la présence allemande et la censure empêchent d'écouter la radio. Le général lance un deuxième appel le 22 juin, suite à la signature de l'armistice: «L'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la patrie commandent à tous les Français libres de continuer le combat là où ils seront et comme ils pourront ». Fin juin, des sabotages, comme ceux de Georges Gautier à



Bonneval et ceux de René Gratton à Meslay-le Vidame, visent des véhicules ennemis et des voies de communication. La répétition de ces actes exaspère les autorités allemandes qui exercent des représailles. A l'automne, elles instaurent un couvre-feu de 19 h à 7 h, désignent des gardes pour surveiller les lieux stratégiques et apposent des affiches de mise en garde. L'obligation de rendre toutes les armes à feu, plusieurs fois répétée, indique que des planques sont constituées. A la fin de l'année 1940, Jules Divers, directeur de la distillerie de Clévilliers, récupère armes et munitions dans les bois de Théléville. Il peut déjà armer 10 hommes.

Mouvement contestataire dans les établissements scolaires

Sile sabotage est l'acte privilégié du combattant clandestin, l'écrit est un moyen de contestation qui se répand lui aussi dès 1940. Malgré les avertissements des Allemands, une population, souvent jeune, s'exprime à la craie, écrivant

sur les portes et les trottoirs. Des tracts sont collés sur les affiches allemandes ou déposés dans des lieux publics : à Chartres, des papillons, petits bouts de papier portant l'inscription « Vive de Gaulle » sont trouvés dans des urinoirs, au lycée de jeunes filles et rue Nicole, Le 18 décembre 1940, le commissaire de police de Châteaudun décrit ainsi les auteurs d'inscriptions injurieuses: des « petits voyous », « enfants mal éduqués », « traîne-ruisseau », des collégiens « certainement influencés par leurs professeurs qui font de la propagande gaulliste et pro-anglaise ». En février 1941, des lycéens de Marceau, réunis dans la crypte de l'église Saint-André, préparent clandestinement Mardi-Gras, prévoyant un défilé dans les rues de Chartres « en criant contre les Allemands » et acclamant de Gaulle. En conséquence, les enseignants sont surveillés, les craies mises sous clé et le matériel d'impression est contrôlé. Le mouvement semble se calmer.



de la France Libre

Suite à l'appel du général de Gaulle, la Résistance extérieure se déploie depuis Londres. De nombreux Euréliens se rangent alors derrière l'emblème de la croix de Lorraine.

n désigne par « France Libre » le régime de Résistance extérieure qui s'organise depuis Londres. Elle est constituée d'hommes et de femmes qui choisissent de rallier le général de Gaulle en Angleterre et de fuir le gouvernement de Vichy, en place dès juillet 1940 et favorable à la paix avec l'Allemagne nazie. 1500 en juillet 1940, ils sont 4500 au mois d'août. Parmi eux, des officiers, des soldats, des lycéens, des

Notre patrie est en péril de mort. Luttons tous pour la sauver!

LA FRANCE

hauts fonctionnaires mais aussi des artisans, ouvriers, agriculteurs et marins-pêcheurs. Leur emblème est la croix de Lorraine. Dans l'armée de terre, ils forment les Forces françaises libres (FFL). Elles sont complétées par les Forces navales françaises libres (FNFL) et les Forces aériennes françaises libres (FAFL). Certains pilotes français s'engagent à titre individuel dans la Royal Air Force. Des Françaises, souhaitant prendre les armes, forment le Corps féminin de

la France Libre, devenu en novembre le Corps des volontaires françaises (CVF), qui constitue la première formation militaire féminine en France. Elles sont infirmières, ambulancières, cartographes, télégraphistes. Certaines combattent. 37 Euréliens s'engagent en 1940 dans les FFL, dont 18 dès le mois de juillet, tels Alain de Boissieu, Jacques Lux, Jean Morin et Félix Pijeaud.

La Résistance intérieure : organisations, mouvements et réseaux

En Eure-et-Loir, dès l'été 1940, de petits groupes s'organisent. Ils sont surtout liés au Parti communiste, devenu clandestin après son interdiction le 26 septembre 1939.

ans la région chartraine, des communistes forment l'Organisation spéciale (OS). Il s'agit du premier noyau de Résistance à caractère militaire en Eure-et-Loir. Les premières réunions ont lieu en août 1940 à l'arrivée de Paul Maertens, responsable national de la publication du journal « L'Humanité ». A Chartres, il réunit Pierre Pinard, son fils Raymond Brousse, préparateur à la pharmacie Picourt, et Maurice Maugé. Ils récupèrent à la

gare des tracts et journaux arrivés de Paris, les copient et les distribuent. D'autres petits groupes se forment de la même manière à Lèves (Emile et Hoche Allard), Dreux (autour d'Edgard Laroche et d'Albert Bessières), à Bonneval (George Gautier) ou encore Villemeux (Raymond Hélix). A partir d'avril 1941, ces groupes s'étendent à Chérisy (chez Habib Chakroun et son épouse institutrice), à Saint-Martin-de-Nigelles, Anet ou Illiers.

Après un temps d'organisation et la constitu-

tion d'un dépôt d'armes à Lèves, ils pratiquent sabotages et attentats sur les réseaux de communication, les stocks et les bâtiments réquisitionnés par les Allemands. Au mois d'août 1942, le groupe de Raymond Hélix, actif dès octobre 1940, organise l'évasion de prisonniers de guerre. A partir de février 1943, en forêt de Rambouillet, il s'organise en maquis, c'est-à-dire un groupe de résistants structuré se cachant dans une zone isolée.

Ces premiers groupes de résistants sont

LE RÉSEAU DE LA PHARMACIE PICOURT

Raymond Picourt devient pharmacien à Chartres en 1934. Lieutenant de réserve dans l'armée, il obtient en juin 1939 un brevet militaire élémentaire en langue anglaise. Agent secret de renseignement du général de Gaulle, il rejoint les réseaux Gallia et Manipule en 1943. Il met en place un réseau d'évasion d'aviateurs alliés tombés en Eure-et-Loir. Il les héberge dans des fermes et au 15, avenue Jehan de Beauce, où un appartement a pourtant été réquisitionné par les Allemands. Il prépare leur voyage jusqu'à Paris et leur rapatriement en Angleterre, aidé notamment par Charles Porte, ancien commissaire de police de Chartres entré dans la clandestinité. Le réseau tombe en 1944, infiltré par « Jean-Jacques », un agent de la Gestapo (la police politique allemande) du nom de Jacques Desoubrie.



particulièrement touchés par les arrestations de l'été 1941. Les rescapés sont intégrés aux Francs-Tireurs et Partisans Français.

Les Francs-Tireurs et Partisans Français (FTPF)

Le 22 juin 1941, les troupes allemandes envahissent l'URSS (opération Barbarossa), violant le traité de non-agression du 23 août 1939. Le parti communiste entre alors officiellement en Résistance. Les résistants communistes, appelés Francs-Tireurs et Partisans Français (FTPF), réunissent les membres des Organisations spéciales, des bataillons de la jeunesse (JC), et de la main d'œuvre immigrée (MOI). Cette organisation est mise en place par Charles Tillon à l'automne 1941 et prend le nom de FT et P au printemps 1942.

En Eure-et-Loir, l'organisation est confiée à Paul Maertens. Il forme des petits groupes réunissant un chef, un adjoint, et des équipes ne dépassant pas 3 ou 4 membres. Après chaque action, le groupe est dispersé. Certains membres opèrent la nuit pour ne pas être

repérés, vivent dans leur résidence habituelle, tandis que d'autres, recherchés par la police, passent à la clandestinité. L'étatmajor départemental dispose d'un service de renseignements (Maxime Gaudy), d'un comité militaire (Jean Cormier puis Maurice Maugé), d'un chef des opérations (Raymond Brousse) et d'un responsable de l'armement (Hoche Allard). Raymonde Garreau est agent de liaison, chargée de transmettre les messages.

De septembre à décembre 1941, ils s'organisent, fabriquent des plaques incendiaires, impriment des tracts et des journaux lançant des appels à la Résistance (France d'abord). Ils passent à l'action à partir de janvier 1942. Les détachements portent des noms de héros de l'histoire ou de patriotes morts au combat : Marceau, Rouget-de-L'Isle, Gabriel Péri... Ils comptent de nombreuses actions: destruction de wagons de paille réquisitionnée, sabotages de voies ferrées (Lucé) et de l'usine d'aviation de Dreux, attentats contre les bureaux de placement de Chartres et de Dreux chargés de fournir de la main d'œuvre française à l'Allemagne (mars et juin 1942). Jusqu'en février

1942, ils ne revendiquent pas les attentats, par peur de la répression. A partir de l'été 1942, l'organisation recrute en-dehors du parti communiste et prend de l'ampleur. Elle se divise en secteurs : Chartres, Maintenon, Bonneval, Dreux, Nogent-le-Roi, Illiers, Auneau, Voves, Courville, Châteaudun. Le secteur Sud concerne aussi le nord du Loir-et-Cher. Il existe également des groupes à Châteauneuf et Saint-Rémy-sur-Avre. Généralement, elle intensifie ses actions lors des anniversaires symboliques (bataille révolutionnaire de Valmy le 20 septembre, 11 novembre, 14 juillet). Apartir d'octobre 1942, elle applique le mot d'ordre de De Gaulle: « la libération nationale est inséparable de l'insurrection nationale ».

La France continue.





« En captivité » et « La France continue » sont expédiés de Nantes vers Rennes, Vannes, Le Mans, Granville et Chartres par Pierre Le Rolland, enseignant, qui a entendu l'appel du 18 juin. « En captivité » du 29 décembre 1940 appelle tous les Français à ne pas sortir de leur maison le 1er janvier 1941 de 15 à 16 heures en zone occupée, afin que seul l'ennemi se trouve dans les rues. Le journal est financé notamment par la vente de photographies du général de Gaulle. Pierre Le

Rolland, recherché par la Gestapo, se réfugie chez sa sœur à Chartres en juin 1941, avant de rejoindre Paris et le mouvement Combat. En 1941, des exemplaires de « La Tribune des cheminots » et de « L'Humanité » sont retrouvés à Chartres, Lucé et Courtalain. Dans son rapport sur la Résistance établi en novembre 1941, Jean Moulin note que les « feuilles de propagande dactylographiées » qui, à l'origine, paraissent « à l'occasion de grands événements » ou de « faits justifiant une attitude de révolte de la part des patriotes français », sont maintenant de « véritables journaux » imprimés et publiés à date fixe.

Tracts de résistants. - Arch. dép. Eure-et-Loir, 1W.

un cover a mera, jounds

Cutto ligars From ois, do

5.00% CA

0.15

wolon-

time.

aginas

Les mouvements

A JULIET

Bien qu'indépendants et autonomes, les mouvements obtiennent une aide financière et matérielle de Londres à partir de 1943.



Le Front National (FN)

Le Front National (FN) est issu du parti communiste qui appelle à la création d'un front national de lutte pour l'indépendance de la France dans son journal « L'Humanité » du 25 mai 1941. A l'automne, l'enseignant Paul Vigueur (Noël), entré en contact avec le responsable régional du FN, « Julien », forme un groupe de résistants à Ollé: Maurice Dumais, le docteur Haye, Aubry, fonctionnaire à la préfecture, des enseignants, des postiers, des commerçants... sont recrutés. L'effectif augmente après le débarquement allié en Afrique du Nord (novembre 1942) et surtout avec la victoire de l'Armée rouge à Stalingrad en février 1943. A cette date, Paul Vigueur quitte son poste d'enseignant pour se consacrer uniquement à la Résistance. Son mouvement devient le plus important d'Eure-et-Loir. Il diffuse un journal, « Le Patriote d'Eure-et-Loir », aidé par Pierre Joseph, imprimeur à Dreux. Repéré, Paul Vigueur quitte le département à la fin de l'année 1943.

Des mouvements secondaires comme les Paysans patriotes, les Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP) et l'Union des femmes patriotes d'Eure-et-Loir sont affiliés au Front National. Ces deux derniers sont marqués par la personnalité et les actions de Claudine Petit (Annette).

Libération Nord

Libération-Nord est un mouvement dirigé par Christian Pineau et Henri Rivière. Il regroupe des gens venant de tous horizons: chrétiens démocrates, socialistes, apolitiques, syndicalistes... Il publie un journal du même nom dénonçant la propagande allemande et vichyste, la collaboration et les difficultés de la vie quotidienne. En Eure-et-Loir, il est opérationnel en juillet 1943. En octobre, le département est divisé en secteurs. Le commandant Gabriel Herbelin (Duroc) dirige celui de Nogent-le-Rotrou. Au sud, aux environs de Cloyes et de la forêt de Fréteval, les groupes francs Jubault organisent une chaîne d'évasion d'aviateurs alliés dans le cadre du réseau Comète.

Vengeance

Vengeance se développe dans le Loiret, le Loir-et-Cher et en Eure-et-Loir, principalement à Janville et Gommerville, sous l'influence du centre de formation d'Arnouville dirigé par Henri Duvillard. Ce centre, créé en 1942, héberge des apprentis et prépare les jeunes hommes volontaires pour travailler en Allemagne avant de devenir un centre de Résistance.

LA RÉSISTANCE DES ECCLÉ-SIASTIQUES: L'EXEMPLE DE L'ABBÉ LE BOY



Abel Louis Marie Le Boy, prêtre né à Lucé le 16 décembre 1886, est curé de La Bazoche-Gouët depuis 1936. Il a capté l'appel du 18 juin sur son poste de radio à galène et n'hésite pas à le diffuser lors de la messe. Il entre au Front National en avril 1943, contacté par « Annette » et par Léon Desbois, responsable du FN déjà au fait de la volonté de Résistance de l'abbé Le Boy. Il héberge des résistants, fournit de l'argent et des vêtements à des prisonniers évadés et établit une chaîne de relais pour les mener jusqu'à la ligne de démarcation. Il protège des Juifs, aide des réfractaires et porte secours à des aviateurs. Il expédie des renseignements en Angleterre par pigeon voyageur. Rappelé à l'ordre par le préfet Donati, il est arrêté par la Gestapo et incarcéré à la prison allemande de Chartres du 4 au 27 mars 1944. Craignant une 2e arrestation, il entre dans la clandestinité et se réfugie dans l'Orne.



Les réseaux

En Eure-et-Loir, les réseaux de Résistance qui se constituent assurent la liaison avec Londres, tandis que des messages codés sont diffusés par la BBC.

Français, veillez à votre poste de radio

ES Allemands veulent à tout prix et par tous les moyens empêcher les Alliés de vous tenir au courant de l'étendue des revers de l'ennemi dans tous les théâtres d'opérations.

Déjà en Norvège, en Pologne, en Grèce et en Hollande ils ont confisqué les postes récepteurs de T.S.F.

Cette mesure n'est pas encore appliquée en France; elle peut l'être d'un moment à l'autre.

Il importe que les patriotes français restent en contact par radio avec leurs Alliés.

Une fois la confiscation ordonnée, les Allemands séviront impitoyablement contre les auditeurs clandestins.

Donc, ne disséminez les nouvelles que de personne sûre à personne sûre.

Méfiez-vous des mouchards. Ne discutez des nouvelles en public qu'avec la plus grande prudence.

Afin de surmonter le brouillage, organisez-vous pour recevoir les émissions de la B.B.C. en Morse.

Ces émissions sont faites tous les jours à destination de la France à 03h. 30 sur 261 mètres, 49 mètres et 41 mètres.

Organisez des groupes, contenant autant de polyglottes que possible, afin d'écouter le plus grand nombre d'émissions aux heures indiquées dans le tableau de la B.B.C.

Agissez dès maintenant pour garder vos moyens d'écoute.

VOIR AU VERSO QUEL-QUES RECOMMANDATIONS IMPORTANTES

LA B.B.C.

LONGUEURS HEURES DE D'ONDES L'EMISSION (en mètres) (Heure française) 1.500, 373, 285, 01.30 261, 49 et 41 1.500, 261, 49, 41 00.30 et 06.40 et 31 1.500, 49, 41 et 31 07.30 1.500, 373, 49, 41 08.30, 09.30 et et 31 21.15 1.500, 373, 31, 25 12.30 et 19 1.500, 373, 41, 31 13.30 et 15.30

19.30 373, 49, 41, 31, et 19

L'AMERIQUE S'ADRESSE AU

et 25

11

PEUPLE DE FRANCE
1.500, 373, 41, 31
et 25
23.30
49, 41 et 31

es principaux réseaux de Résistance en Eure-et-Loir se nomment « Buckmaster », « Confrérie Notre-Dame », « Cohors », «Comète», «SR Kléber», «Manipule» et «Shelburn». Ils assurent la liaison avec Londres, d'une part avec le Special Operations Executive (SOE) créé par le premier ministre britannique Churchill en juillet 1940 pour encourager l'action clandestine dans les territoires occupés, et d'autre part avec le Bureau Central de Renseignements et d'Action (BCRA), rattaché à l'état-major du général de Gaulle. Le premier fournit armes, explosifs et instructions aux résistants, le second espionne les Allemands et crée en 1942, l'Armée secrète, chargée de préparer le débarquement et d'intervenir pour gêner la riposte allemande. Le 27 juillet 1942, Jean Moulin fait parachuter en France Jean Ayral (Pal), qui rencontre des

résistants et établit des listes de terrains de

parachutage. Il entre dans un premier temps en contact avec un groupement d'Eure-et-Loir actif à Chartres et à Dreux, dirigé par le commissaire de police Charles Porte (Henry). En mars 1943, il met en place le bureau des Opérations Aériennes (BOA), dont le chef opérationnel est Paul Schmidt (Kim). Le chef local est André Gagnon (Kim J), marchand de cycles à Chartres. La première opération de parachutage a lieu à Meslay-le-Grenet le 23 mars 1943. La réception est confiée à des membres de Libération-Nord. La radio anglaise, la BBC, permet aux Français d'obtenir des informations non censurées dès le 19 juin 1940. Ils les relaient oralement ou les copient. A partir d'octobre 1941, les résistants sont avertis des opérations à préparer par la diffusion de messages codés lors de l'émission « les Français parlent aux Français ».

Poste de TSF. - Arch. dép. Eure-et-Loir, 5 Num 38.



Les débuts de la répression

Face à la multiplication des actions antiallemandes, l'occupant ne cesse d'intensifier sa répression. Progressivement, la Résistance en Eure-et-Loir s'organise et commence à agir de manière coordonnée.



A Mont-les-Tertre près de Pontranchefêtu, le commissaire Porte en 42-43 près de sa volture, munie de «l'Ausweis» sur le pare-brise qui lui permettait de circuler librement en Eure-et-Loir au titre du « contrôle économique» qu'il avait créé et qui lui servait de couverture pour la Résistance.

e 17 octobre 1940, Joseph Zachara, 16 ans, est condamné à mort pour avoir sectionné des fils téléphoniques. La peine est commuée en 6 ans de prison, René Pelletier, de Chartres, et Henry Cochon, du Mousseau, arrêtés le 4 novembre pour distribution de tracts antiallemands, sont condamnés à 10 ans de réclusion par le conseil de guerre de Chartres et le commandement militaire des forces d'occupation allemandes. le Militärbefehlshaber. Les sanctions sont sévères: les Allemands souhaitent frapper lourdement dès le début de l'occupation, pour l'exemple... En effet, les actions antiallemandes se multiplient depuis décembre 1940. Ce sont avant tout des inscriptions injurieuses ou des huées lors des actualités au cinéma mais très rapidement, on passe à des actes chargés d'un sens sans équivoque tel ce lièvre mort suspendu à la clôture d'un jardin de la rue Auguste-Ganot à Chartres, à quelques pas de la base aérienne occupée par les Allemands. Le Feldkommandant précise le 28 décembre qu'en cas de récidive, « la commune où se produiront des faits de ce genre se verra imposer une forte amende ».

L'attentat contre la librairie allemande de Chartres

En novembre 1941, la nomination du préfet Pierre Le Baube, fidèle fonctionnaire du gouvernement de Vichy favorable à la collaboration avec l'Allemagne nazie, marque un pas supplémentaire dans la répression. La première grande affaire dont il s'occupe est l'attentat du 15 mars 1942 contre la librairie allemande de Chartres. Une pierre et une bouteille incendiaire sont lancées contre la vitrine du 26 rue du Bois-Merrain. Le commissaire Porte, chargé de l'enquête, arrête Raymond Brousse, Jean Cormier, Hoche Allard, résistants communistes de Lèves, ainsi que Maurice Maugé, chef de région de

la propagande du parti communiste. L'attentat aurait été organisé par René Guillard, membre du parti, arrivé à Chartres de Paris en janvier. Procédant à une perquisition chez Brousse, à la recherche de tracts, Porte identifie les auteurs de l'attentat. Il découvre le matériel utilisé pour fabriquer l'explosif. Au total, 9 militants sont arrêtés et certains sont transférés au camp de détention de Voves. Bien que les dégâts ne soient que matériels, les autorités allemandes font fusiller Brousse, Maugé, Cormier et Allard le 30 avril 1942 à Lèves. Cette affaire a un impact important sur la population locale qui découvre l'existence de la Résistance.

Saboter le recensement du STO

Le 22 juin 1942, Pierre Laval, chef du gouvernement de Vichy, propose d'échanger des prisonniers de guerre français détenus outre-Rhin contre des Français allant travailler en Allemagne: la Relève. Seuls 40 000 acceptent de partir, dont 30 Euréliens, Trop peu, La loi du 4 septembre 1942 rend alors obligatoire le départ des hommes et des femmes ne justifiant pas d'un emploi utile. Ce travail forcé s'effectue en Allemagne ou en France, dans des usines d'armement. des exploitations agricoles ou forestières, sur des bases aériennes ou pour l'organisation allemande « Todt » chargée de fortifier les côtes françaises en vue d'un débarquement allié. Le 16 février 1943 est instauré le service du travail obligatoire (STO), imposant un service de 2 ans pour tous les jeunes nés entre 1920 et 1922. La nouvelle provoque un choc au sein des familles et confère une nouvelle mission à la Résistance: sauver les jeunes hommes de la « déportation ». Forts du soutien de la population et malgré l'intensification de la répression, les résistants incitent les secrétaires de mairie à saboter le recensement pour le STO. Ils cachent tous ceux qui refusent de partir, les réfractaires, soit dans des fermes, soit dans les maquis. Des médecins chargés des visites médicales les déclarent inaptes. Il faut prévoir des faux papiers, des vivres, et surtout intégrer ces hommes à la Résistance. En mars 1943, des incidents éclatent en gare de Chartres au départ des trains du STO, retardés par le déclenchement des alarmes. Le 16 juin, les requis brisent les vitres du train en criant « à bas Laval ». A Dreux, 21 manquent à l'appel. Les bureaux de placement allemands établis à Chartres et Dreux à l'été 1942 sont régulièrement la cible d'attentats. La première arrestation d'un réfractaire eurélien date du 26 goût 1943.

Début 1943, la Résistance eurélienne n'en est qu'à ses balbutiements: fragmentée, mal équipée, désunie, elle s'oppose à l'occupant et au régime de Vichy avec les moyens du bord. Mais rapidement, elle comprend que, pour vaincre l'ennemi, il faut agir de manière coordonnée en lien avec la France libre, seule capable de fournir un soutien matériel.



Demande de grace de Joseph Zachara, condamné
pour sabotage. - Arch. dép. Euro-et-Loir, 14 W 53.

Monociaur le Commendant de la Commendanter UNG

de la Cour Martiale

Pour avoir

Sabolé les Câbles léléphonques
de l'Armée Allemande, le nomné:

Warce Brosser

J'ai l'homeur de solicité de votre les haute bienvillence VER
de l'Armée Allemande, le nomné:

Warce Brosser

J'ai été condamné par votre conseille de grace le 19 Octobre Vegen

J'ai été condamné par votre commet en 6 ans de present.

J'ai été condamné à la peuse de mort, el commet que j'été.

J'ai comme alle faute en enfant que j'été.

J'ai comme alle faute en enfant que j'été.

J'ai comme alle faute en enfant que j'été.

J'ai été condamné à la peuse de mort puris les prisonneirs

J'a été

FUSEILLE

To 17 Septembro 1940

Teu la 18 Jeptembro 1940

Teu peut devenir un homnette fumme.

Peupez assespté l'expression de mon files préparchi.

LARÉSISTANCE ENEURE ET-LOIR



A partir de l'année 1942, grâce aux actions de Jean Moulin, la Résistance s'unifie progressivement. La première réunion du Conseil national de la Résistance se tient au printemps 1943.

La création du CNR

L'unification de la Résistance débute en 1942. Le général de Gaulle missionne Jean Moulin pour rallier les différentes unités résistantes sous son autorité. Ainsi naissent les mouvements unis de Résistance (MUR), d'abord en zone sud puis au nord, ce qui permet la formation du mouvement de libération nationale (MLN). Conscients de l'enjeu, les communistes rompent leur stratégie d'isolement et se font représenter auprès de Londres. Jean Moulin a réussi sa mission: le 27 mai 1943, la première réunion clandestine du Conseil national de la Résistance (CNR) a lieu à Paris, associant mouvements de Résistance, partis politiques et syndicats. Le CNR reconnaît officiellement la légitimité du général de Gaulle et du comité français de libération nationale (CFLN) pour diriger la libé-

ration du pays. Peu après, Moulin est arrêté le 21 juin 1943 et décède sous la torture le 8 juillet, sans que cela n'arrête l'action du CNR: traque des ennemis de la Résistance, harcèlement militaire, sabotages, récupération d'armes et de munitions, assistance aux réfractaires du STO. Les responsables d'unités combattantes sont invités à se regrouper sous la direction de comités départementaux de Libération (CDL) qui obéissent eux-mêmes aux directives du CNR et sont chargés d'enrôler de nouvelles forces vives pour la Résistance. Cependant, des divergences persistent: tous les mouvements n'adhèrent pas au MLN, comme Libération-Nord ou l'Organisation civile et militaire (OCM) et les communistes, certes représentés au sein du CNR, gardent jalousement leur autonomie. Des méfiances subsistent ainsi que la volonté de

garder une forme d'indépendance vis-à-vis de l'autorité du général de Gaulle.

La fusion des mouvements de Résistance intérieurs et la création des FFI

Une étape décisive est franchie le 1er février 1944: tous les mouvements se groupent pour former les forces françaises de l'intérieur (FFI). Une organisation militaire est établie sur tout le territoire avec un état-major, confié au général Koenig, et un délégué militaire national disposant de représentants régionaux. Les départements sont confiés à un ou plusieurs commandants comme Maurice Clavel (Sinclair) et Pierre July en Eure-et-Loir. Là encore, l'unification reste incomplète. Bien qu'ayant contribué à la



création des FFI, les communistes maintiennent leurs groupes FTP à l'écart pour préserver leur autonomie d'action, notamment à travers le Comac (comité d'action) qui revendique lui aussi la direction des opérations.

Trouver sa place dans la stratégie des alliés

Cette Résistance intérieure plus ou moins unifiée doit faire face à la méfiance des alliés. Elle se bat pour être reconnue comme une des forces pouvant participer à la libération du pays. Non sans mal : on lui reproche son improvisation et l'inexpérience militaire de ses membres. Mais en 1943, les alliés envisagent la possibilité d'une défaite allemande et d'un débarquement sur les côtes françaises. Ils

intègrent alors la Résistance intérieure dans leur stratégie globale. Les services du général de Gaulle déterminent différents plans qui visent à désorganiser les troupes allemandes lors du débarquement : le plan vert cible le sabotage de voies ferrées, le plan violet l'interruption des ligisons téléphoniques et électriques, et le plan tortue doit freiner l'avancée des divisions blindées allemandes. La guérilla et les actions armées sont fermement découragées pour éviter les pertes humaines face à un ennemi jugé plus aguerri, plus nombreux et mieux armé. Ce rôle en retrait ne convient guère aux résistants, impatients de se battre : souvent, les FTP ignorent ces consignes et mènent des opérations armées.

L'unification des Résistances prévue par le CNR est confiée à Sinclair en tant que chef des FFI

pour l'Eure-et-Loir. Jusque-là, les petites unités n'étaient pas forcément informées de ce qui se négociait au plus haut niveau et poursuivaient en désordre leur action. Non sans mal, Sinclair parvient à les rassembler en dépit des désaccords pouvant exister entre leurs chefs. Il met en place son état-major, auquel participe également un commandant FTP (Armand Relaut dit Fernand). L'Eure-et-Loir est divisé en 5 secteurs: Chartres (commandant Grima), Nord (capitaine Divers), Ouest (Duroo), Sud (Maurice Roquet alias commandant Jacques), Est (Bois). Il reçoit l'ordre de contribuer activement au Plan Vert dès le débarquement allié.

L'émergence d'une nouvelle force : les maquis

La mise en place du STO en 1943 donne une nouvelle impulsion à la Résistance et permet le développement d'une autre forme de regroupement : les maquis.



Les maquis euréliens

Les maquis, regroupements clandestins en pleine nature, se sont développés avec la mise en place du service du travail obligatoire (STO) pour cacher une partie de ceux qui refusent de partir en Allemagne. Ces maquis sont particulièrement nombreux en zone sud, là où la géographie le permet (zones forestières, montagneuses, difficiles d'accès...). Les maquisards comptent sur la complicité des populations locales pour survivre (ravitaillement, soins). Ces premiers maquis constituent un défi pour la France Libre: faut-il incorporer tous leurs membres dans les rangs de la Résistance ? Comment assurer leur encadrement, leur entraînement, leur ravitaillement sans attirer l'attention? Une première vague de répression à l'automne 1943

et les rigueurs de l'hiver 1943-1944 entraînent la fin de nombreux maquis. Ceux qui survivent ou se reforment au printemps 1944 sont alors composés d'éléments fermement décidés à se battre. Leurs rangs grossissent avec l'approche de la Libération.

C'est à cette époque que les premiers maquis d'Eure-et-Loir sont fondés, principalement dans le Perche. En février 1944, vers La Ferté-Vidame, Roussel et plus tard Roland Farjon, responsable du secteur de Dreux, commandent un maquis de 80 hommes. Ils collaborent avec le proche maquis de Crucey-Brezolles né en juillet 1943 lorsque Thibault commence à rassembler des hommes autour de lui. De longs mois leur sont cependant nécessaires avant d'être opérationnels.

En mai 1944, en forêt de Fréteval (Loir-et-Cher), un maquis alimenté par le réseau Comète se spécialise dans la prise en charge et l'exfiltration d'aviateurs alliés. Récupérés sur les lieux du crash de leur avion, ils sont cachés et soignés. Les maquisards vivent dans des conditions précaires: ils se fabriquent des abris de fortune, à la fois discrets et facilement démontables. Le ravitaillement s'effectue à l'aide de cartes d'alimentation falsifiées ou volées et repose sur les complicités nouées dans les villages alentour. La formation au maniement des armes occupe l'essentiel du temps en dehors des opérations.

Après le débarquement de Normandie du 6 juin, les résistants se regroupent au sein des maquis. Les plus célèbres d'Eure-et-Loir, Plainville et Beaumont-les-Autels, participent activement à la libération du département.

La répression : organisation et idéologie

Dans un premier temps, les Allemands se sentent peu menacés aussi la répression reste-t-elle encore limitée. Mais dès 1941, alors que les communistes s'impliquent davantage dans la Résistance, la répression s'endurcit avec l'appui des autorités françaises. En 1942, le commandement militaire allemand est dessaisi de ces questions au profit des services de sécurité allemands (SS), regroupant la police politique (la Gestapo) et la police criminelle.

L'Eure-et-Loir se trouve ainsi placée sous le contrôle des services SS d'Orléans, relayés à Chartres par un commando spécial.

Côté français, une brigade des renseignements généraux est chargée de la répression anticommuniste, renforcée en 1942 d'une seconde brigade visant tous les résistants sans distinction. La police est réorganisée et procède elle aussi à de nombreuses arrestations. En 1943, la Milice, organisation politique et paramilitaire créée pour lutter contre la Résistance, adopte les méthodes de la Gestapo.

A mesure que la perspective du débarquement se dessine, les autorités françaises et allemandes renforcent la répression, lancent des opérations punitives et déportent toute personne considérée comme dangereuse. Plusieurs grands maquis du sud de la France sont détruits dans le sang, comme le maquis des Glières (mars 1944). Courant 1944, les nazis déchaînent leur férocité y compris contre les populations civiles, comme à Oradour-sur-Glane (10 juin) et Maillé (25 août) où la 2e division SS « das Reich » massacre la population. En janvier 1944, l'Etat français crée des cours martiales, cours de justice militaires, qui exécutent des centaines de résistants. Il tente ainsi de maintenir son autorité sur le territoire français et de poursuivre sa politique de collaboration tandis que l'occupant, lui, réprime pour préserver sa sécurité et sa domination.

Roland Farjon (2° à gauche) et plan du maquis de Crucey-Brezolles. – Arch. dép. Eure-et-Loir, 109 J et 68 J 16.



Hazens.

SILVIA MONFORT (1923-1991)

Compagne de Maurice Clavel (Sinclair) qu'elle rencontre en 1943 à Paris où elle est comédienne, elle s'engage dans la Résistance. Elle l'assiste dans son travail de coordination des différents mouvements euréliens. Elle est présente lors de la libération des villes de Nogent-le-Rotrou et Chartres et est décorée pour son action en tant que résistante.

des

dans

Le lourd prix de l'engagement

En cas d'arrestation (après un contrôle d'identité, une attaque, une dénonciation ou l'infiltration d'un mouvement, par exemple), le résistant est interrogé. Pour le faire parler, il est battu et souvent torturé. Il peut lui être proposé de travailler pour les nazis en espionnant ses anciens camarades. Après l'interrogatoire, il est emprisonné. Il est exécuté s'il a commis des actes à caractère militaire; pour des actes de renseignement, de propagande ou de désobéissance, il est déporté en camp de concentration (Buchenwald, Mauthausen, Dachau ou Ravensbrück pour les femmes)

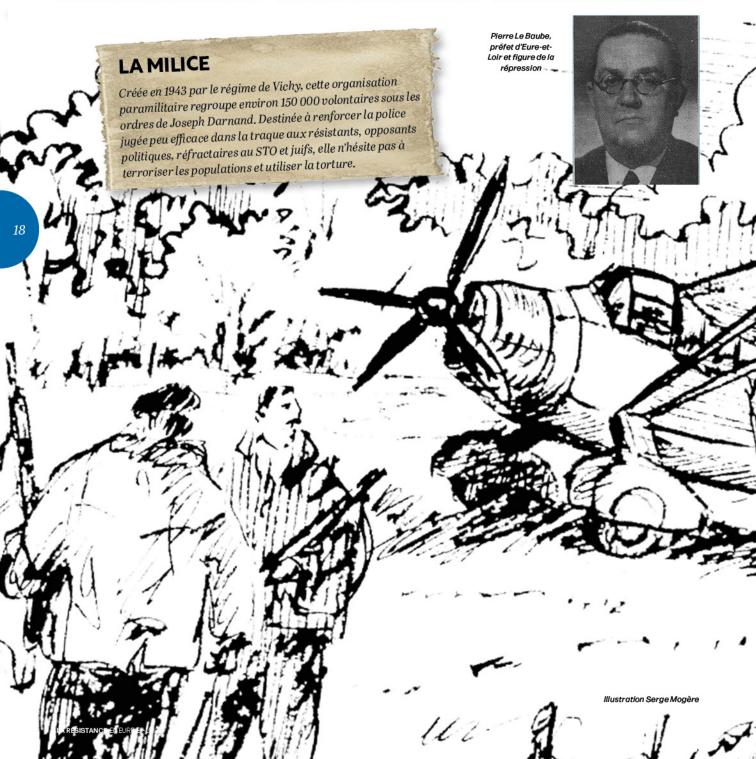
où il est soumis au travail forcé dans des conditions si inhumaines que beaucoup n'en reviennent pas.

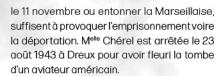
La répression en Eure-et-Loir

La répression allemande se fait plus féroce alors que s'intensifient les actions de la Résistance en 1943-1944. A Croisilles, du 11 au 15 octobre 1943, près de 300 soldats allemands encerclent le village et procèdent à l'arrestation de 19 résistants communistes. Moins d'un mois plus tard, une autre expédition punitive frappe les résistants de St-Martin-de-Nigelles: 11 personnes sont

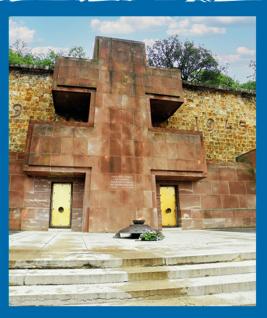
arrêtées dont 3 sont déportées et 3 autres fusillées. A Illiers, après un sabotage sur une voie ferrée, une dénonciation entraîne l'arrestation du groupe FTP local fin 1943. Leur chef, Pierre Sédillot, et 4 autres membres du groupe sont fusillés au Mont-Valérien. Certains groupes de Résistance disparaissent tandis que d'autres mettent parfois plusieurs mois à se réorganiser, comme celui d'Illiers, à nouveau opérationnel en mars 1944.

Les Allemands procèdent également à des interpellations de personnes isolées. Même des faits sans gravité, comme écouter la radio anglaise, fleurir un monument aux morts





L'administration française nommée par Vichy s'implique aussi dans la répression en Eure-et-Loir: le préfet Le Baube agit très activement contre la Résistance. Les commissaires de police Denuzières, Rémond ou l'inspecteur Verney, arrêtent plusieurs dizaines de résistants, parfois renseignés par des dénonciations anonymes.



LE MONT-VALÉRIEN

Situé à quelques kilomètres à l'ouest de Paris, ce fort perché sur la colline du Mont-Valérien est le lieu de nombreuses exécutions de résistants pendant toute la durée de l'Occupation, dont 31 Euréliens. Après la guerre, le site est transformé en mémorial de la France combattante. Il est inauguré le 18 juin 1960 par le général de Gaulle.



L'action!

A partir de 1943, l'engagement des résistants s'intensifie et prend notamment la forme d'actes de sabotage destinés à perturber le plus possible l'organisation et les manœuvres allemandes, complétés par des actions d'exfiltration d'aviateurs, d'évasion de prisonniers, voire d'attaques armées.



S'équiper et assurer la logistique

Pour pouvoir agir, il faut d'abord s'équiper, ce qui constitue un défi dès lors que les autorités d'occupation punissent sévèrement la détention d'armes. Les unités résistantes sont donc dépendantes de Londres, qui parachute armes et matériel. La réception des colis est une entreprise périlleuse. Une fois le terrain sélectionné, validé par Londres et baptisé d'un nom de code, le parachutage est programmé et annoncé par un message codé à la radio la veille pour la nuit du lendemain, déclenchant ainsi la mise en position des résistants sur le terrain. En Eure-et-Loir, André Gagnon, faisant le lien avec le BOA, joue un rôle déterminant dans la préparation des parachutages. Plusieurs

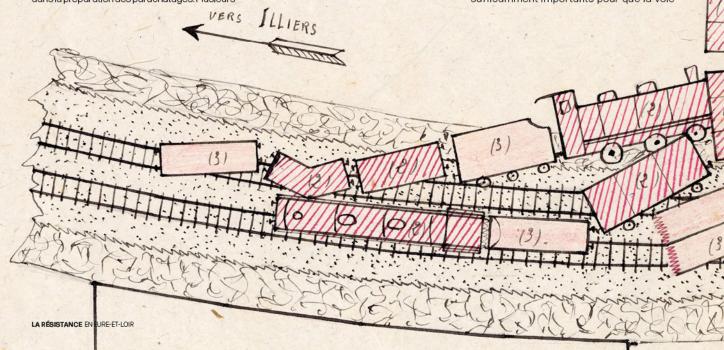
dizaines d'opérations de ce type sont menées, dont la majeure partie en 1944, sur des terrains situés à Meslay-le-Grenet, Thiron-Gardais, Logron, Crucey, Allonnes, Le Gault-Saint-Denis ou Saint-Lucien.

Il faut aussi se nourrir et ravitailler les réfractaires au STO, les aviateurs alliés ou les prisonniers évadés pris en charge par la Résistance : le vol de cartes d'alimentation et de tickets de rationnement, parfois avec la complicité des maires et des fonctionnaires (qui peuvent aller jusqu'à falsifier des documents) ainsi que l'assistance logistique fournie par les populations locales y pourvoient.

Les sabotages

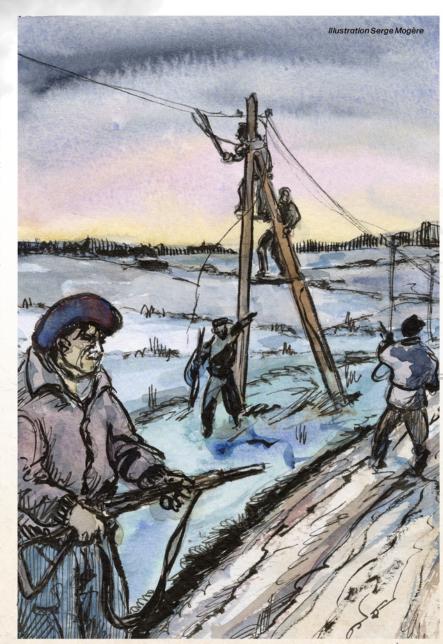
• Les voies de chemin de fer : l'Eure-et-Loir est traversé de voies ferrées dont les lignes les plus importantes relient Paris à Granville, Brest, Tours ou Bordeaux. Ces lignes principales sont complétées par un réseau secondaire joignant les villes du département entre elles. L'ensemble est largement utilisé par les troupes d'occupation pour leur approvisionnement. Le réseau ferroviaire est donc rapidement identifié par la Résistance comme une cible de premier plan incluant les voies, les ponts, les bâtiments et le matériel roulant. Aucune ligne n'est épargnée : les voies sont déboulonnées et des explosifs posés afin de provoquer des déraillements et détruire les trains.

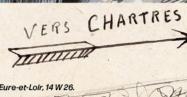
Si des opérations de ce type sont menées dès 1940 dans le département, elles s'amplifient en 1943 et surtout 1944, conduites principalement par les groupes FTP: le groupe de Brou aidé de ceux de Châteaudun est à l'origine de 3 sabotages d'août à novembre 1943 au Bois-Mouchet. En octobre, ceux de St-Rémysur-Avre sabotent la ligne Paris-Granville. Le groupe de Châteaudun entreprend plusieurs grosses opérations comme l'explosion de 7 locomotives en dépôt à Châteaudun (octobre 1943), suivies le mois suivant du sabotage de deux autres locomotives à Saint-Pellerin. Le groupe FTP de Maintenon provoque des dégâts suffisamment importants pour que la voie



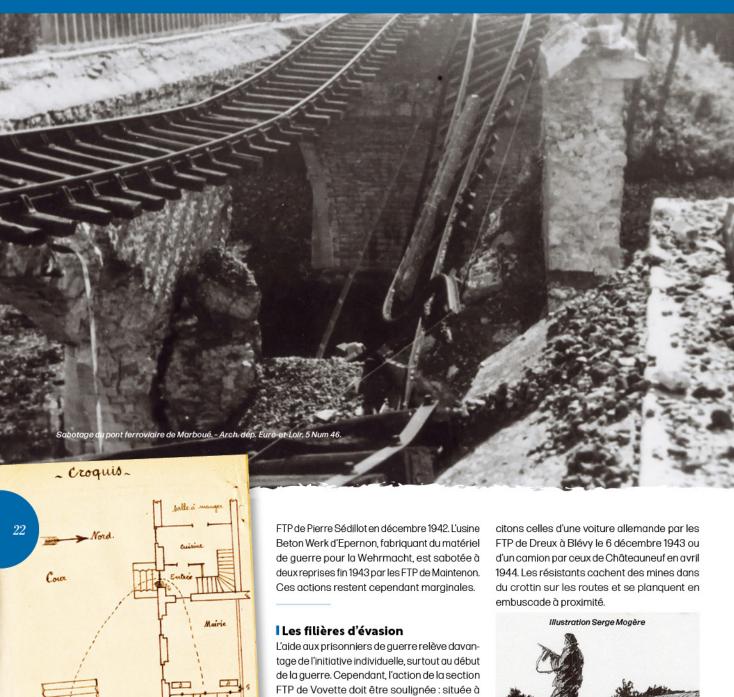
reste coupée pendant plusieurs jours d'affilée. Ces opérations sont risquées: les lignes sont de plus en plus surveillées, la manipulation des explosifs est dangereuse, l'imprévu toujours possible. La section FTP de Courville en fait l'expérience: une tentative de sabotage au niveau de Pontgouin tourne au drame lorsque les résistants, menés par François Mattéi, sont surpris par une patrouille allemande. Mattéi est abattu après avoir tué un Allemand et ceux qui ne parviennent pas à prendre la fuite sont arrêtés.

- Les liaisons téléphoniques : déterminantes pour communiquer en temps de guerre, elles sont vite prises pour cible par les résistants. Les combattants FFI de Jules Divers (secteur de Chartres-Nord) font sauter le central téléphonique allemand et coupent plusieurs lignes. Les groupes FTP agissent de même : en mars 1944, la ligne du poste de commandement allemand de Courville est coupée suite à une action de la section FTP locale, tandis que ceux d'Auneau interrompent la liaison entre les camps d'aviation de Chartres et d'Etampes. A de rares exceptions près, tous les groupes FFI et FTP ont mené des actions dans ce domaine.
- L'alimentation électrique : elle est plus difficile à cibler du fait que les pylônes supportant les lignes à haute tension sont situés sur le plateau de Beauce. Les coups de main sont donc plus rares. La section FTP de Courville opère à Chuisnes en novembre 1943. Celle de Bonneval prend pour cibles les transformateurs électriques alimentant le centre technique du château de la Touche-Herbault le 1er août 1943.
- La production agricole et industrielle : les résistants s'opposent autant que possible aux réquisitions allemandes. Des dépôts de récoltes





Plan du déraillement d'un train suite au sabotage d'une voie. - Arch. dép. Eure-et-Loir, 14 W 26.



proximité du camp de Voves, elle organise les évasions en prévoyant de fausses pièces d'identité et la planque des évadés. Elle participe à la spectaculaire évasion des 5 et 6 juin 1944.

Attentats et attaques de convois

L'assassinat prémédité de membres de l'armée allemande reste rare en Eure-et-Loir, ce qui s'explique par l'extrême dangerosité de ce genre d'action et la préparation minutieuse qu'elle exige. En février 1942, les FTP du secteur de Chartres abattent une sentinelle à Oisème ainsi qu'un officier en pleine rue à Chartres. En mai 1944, deux soldats sont tués en forêt de Dreux par un FTP, attentat suivi quelques jours plus tard de coups de feu tirés sur une sentinelle en faction à St-Rémy-sur-Avre.

Les attaques de convois ou de véhicules allemands lors de déplacements sont elles aussi rares avant les combats de l'été 1944 :



ou du matériel agricole sont incendiés, comme dans le secteur d'Illiers, où une batteuse est sabotée le 15 juillet 1943. A Boutigny-sur-Opton ou Clévilliers, ce sont des magasins à fourrage qui brûlent (juillet - septembre 1943). Certains maires font preuve de mauvaise volonté face aux réquisitions allemandes de produits agricoles. Les industries qui travaillent pour l'Allemagne sont aussi visées : les ateliers du Loir à Illiers stoppent leur production pendant 3 semaines suite à une action menée par les

Légende

one oider après l'avoit videl. Le tinterrupteurs électriques. de toile en jute places au pied

on les titles out ité dérobés. su les cartes en Mane out ité voles. à été déposes l'emolophe contraut us et un billet à l'adresse du mons

Pchelle: 1

Croquis retraçant

un vol de cartes

d'alimentation. Arch. dép. Eure-

et-Loir, 14 W 33.

Le débarquement et la libération de l'Eure-et-Loir

Le débarquement des Alliés en Normandie enclenche le début d'une nouvelle phase du conflit pour la Résistance eurélienne.

l 6 juin – 11 août 1944 : de la Résistance ouverte au soulèvement populaire...

Le 6 juin 1944, les troupes alliées débarquent sur les côtes normandes. Parmi elles, des soldats des Forces françaises libres (FFL), comme Gilbert Courtel, un Eurélien engagé dans les forces navales. Pour les FFI et les FTP, cette opération militaire n'est pas une surprise. Les résistants d'Eure-et-Loir se préparent depuis des mois à cet événement: il s'agit de soutenir le débarquement par des actions de sabotage et des attaques répétées contre les troupes allemandes afin de perturber leur riposte. Parallèlement, le général de Gaulle appelle tous les Français au combat, afin de prouver aux Alliés que la France reste maîtresse de son destin.

Multiplication des actions de guérilla contre l'occupant

Au matin du 6 juin, l'Eure-et-Loir s'embrase. Chaque pont, chaque convoi allemand, chaque soldat devient alors une cible potentielle, faisant du département entier une zone de guérilla. Durant l'été 1944, la progression des troupes alliées est suivie de près sur Radio Londres. De nombreux citoyens qui, jusqu'ici, ne s'étaient pas particulièrement engagés, rejoignent les maquis. Ainsi, 3 800 personnes environ participent à la libération du département, réalisant plusieurs centaines d'opérations de Résistance pendant cette courte période aussi héroïque que confuse. En raison de leur caractère clandestin, toutes ne peuvent être vérifiées et beaucoup reposent sur le seul témoignage de leurs auteurs. Elles peuvent donc être imprécises, avoir été exagérées voire inventées, aussi le choix a-t-il été fait de ne citer ici que les faits corroborés par plusieurs sources.

Conformément aux ordres de Londres relayés par le CNR, le plan vert est appliqué. Les moyens de communication sont ciblés prioritairement. Les voies de chemin de fer sont régulièrement coupées comme au pont de Marboué. En gare de Châteaudun, des locomotives sont détruites. A Auneau, des installations techniques sont sabotées. Les lignes électriques et télégraphiques sont endommagées un peu partout. Sur les routes, les panneaux indicateurs disparaissent, comme à Voves et surtout à Trizay-les-Bonneval où une colonne allemande se perd.

Des attaques directes contre l'occupant ont aussi lieu, comme à Chartres à la fin du mois de juin où un soldat allemand est abattu par un tireur perché dans le clocher de l'église Saint-Pierre. Des mines sont posées sur les ponts (Magny, Yèvres) ou directement sur les routes, comme celle reliant Chartres à Brezolles. Des herses ou plus simplement des planches plantées de clous sont employées pour stopper les convois. Lors d'opérations bien programmées, ces embuscades permettent le mitraillage des véhicules par l'aviation alliée. Ce fut le cas à Voise le 13 août 1944. Si les coups de feu sont courants sur les routes, les attaques et assassinats de soldats allemands, plus ou moins isolés, le sont aussi dans les villes et les villages. Les renseignements généraux en indiquent aussi bien dans le secteur de Châteaudun que dans le nord du département (Châtaincourt, Neuville).



GILBERT COURTEL, marin des Forces françaises navales libres (FNFL)

Né en 1922, Gilbert Courtel a 17 ans au moment de la mobilisation en septembre 1939. Il passe en zone libre dès 1940 et rejoint Toulon pour s'engager dans la Marine. Embarqué sur le croiseur George-Leygues, il retrouve les troupes coloniales à Dakar. En novembre 1942, le bateau et son équipage rejoignent les Alliés et la France libre. Entre janvier 1943 et décembre 1944, Gilbert Courtel passe 120 jours en mer et participe aux débarquements de Normandie et de Provence. Il est démobilisé en janvier 1946.



Le maquis de Plainville revendique à lui seul près de 80 soldats ennemis tués et 75 arrestations entre le 6 juin et le 25 août 1944. Mais alors même que l'armée allemande recule un peu partout, ces actions ne sont pas toujours sans risque. Des résistants sont tués lors de ces opérations et ceux qui se font prendre sont arrêtés, parfois par dizaines comme à Châteaudun. Ils peuvent être exécutés immédiatement, tels ces résistants de Logron pendus au portique du terrain de sport le 9 août avec la mention « Ainsi nous traitons ceux qui nous attaquent... ».

Le secours aux aviateurs alliés devient prioritaire, même si ces derniers bombardent régulièrement les objectifs stratégiques du département depuis le début de l'année 1944, faisant de nombreux morts parmi la population civile : ainsi à Chartres et La Loupe le 17 juin ou encore Châteaudun où 21 personnes sont tuées le 7 juin. Ces bombardements s'intensifient avec le débarquement, tout comme les parachutages d'armes et d'équipements à l'origine de nombreux accidents d'avion du fait des risques de ce type d'opération.

Parallèlement, les groupes de réserve poursuivent leurs actions de ravitaillement des membres des maquis (vols de tickets de rationnement, de tabac, d'essence, etc.), pendant que d'autres récupèrent le matériel parachuté et cachent des armes dans les fermes amies. Enfin, des croix de Lorraine, symbole de la France libre, s'affichent sur les murs, notamment à Châteaudun. Les tracts déversés par les Alliés relaient ceux imprimés par les gaullistes et les communistes, dont les Femmes patriotes d'Eure-et-Loir.

Ces actions plus ou moins simultanées au cours de l'été 1944 restent cependant toujours isolées et peu coordonnées. De son côté, l'état-major de la Résistance décide qu'il faut au moins organiser la libération de la ville de Chartres, cité symbolique et la plus importante du département où le général de Gaulle projette



Dès juin 1940, La Loupe subit plusieurs bombardements allemands qui touchent immeubles, hôpital et gare. Lors de l'exode, un train de réfugiés y est mitraillé. Sous l'occupation, la Résistance s'organise rapidement et la ville devient un centre de lutte contre le STO. Des centaines de dossiers sont établis pour des réfractaires grâce à un imprimeur local qui fournit fausses cartes et cachets. Les gendarmes, les cheminots, les commerçants, le médecin qui improvise les maladies, sont complices. Les aviateurs alliés y trouvent aide et protection. En 1944, un maquis est créé : les tickets d'alimentation sont volés à la mairie, les câbles téléphoniques coupés, les pylônes électriques sectionnés. En juin, les bombardements alliés font des dizaines de morts. La ville est libérée le 15 août. Le 11 novembre 1948, elle est citée à l'ordre du corps d'armée et obtient la croix de guerre avec étoile de vermeil : «Commune la plus sinistrée du département d'Eure-et-Loir. Par son stoïcisme et son esprit de Résistance à l'occupant, malgré la mort de 70 de ses habitants dont le maire et son adjoint, la ville de la Loupe a donné le plus bel exemple de courage ».

d'installer le gouvernement provisoire avant son entrée dans Paris. Une première réunion a lieu le 18 juillet 1944 chez M. Dufour, vétérinaire départemental, en présence d'André Gagnon, de Maurice Clavel (Sinclair) pour les FFI et de M. Relaut (Fernand) pour les FTP. Le commandement de l'opération est confié à Pierre Grima, responsable régional du réseau national de renseignement Kasanga. La fin du mois de juillet et le début du mois d'août sont mis à profit pour préparer les hommes et acheminer des armes cachées dans les

fermes des alentours. Au total, 500 hommes sont prêts à entrer en action.

l 11–19 août 1944 : Le département est libéré

Le 11 août marque l'entrée par l'ouest et le Perche des premières troupes de reconnaissance alliées en Eure-et-Loir. De nombreux résistants parmi les plus organisés s'engagent alors progressivement dans l'armée régulière. Ils lui servent avant tout d'éclaireurs en ouvrant les

portes des villes et des villages. Ils s'opposent à une armée allemande qui n'a plus rien à perdre et livre une guerre sans pitié comme à Nogent-le-Rotrou et Bonneval où les hommes de Jules Gouzy rencontrent les pires difficultés pour reprendre la ville à l'ennemi entre le 11 et le 13 août. Le 12, Châteaudun est abandonnée une première fois par des troupes allemandes fatiguées par des semaines de combat avec les FTP du commandant Jacques (Maurice Roquet).







Victoire de courte durée puisqu'elles sont immédiatement remplacées par un détachement de chars de la première ligne de défense allemande Chartres – Châteaudun - Orléans, complétant ainsi celle positionnée sur l'Avre et l'Eure.

A partir du 14 août, renforcée par ces soutiens locaux, l'armée américaine, commandée par les généraux Patton et Walker, pénètre en force dans le département, 5° et 7° divisions blindées en tête. La 5° file vers le nord-est pour rejoindre Dreux puis la Seine. La 7° s'enfonce en Eure-et-Loir et libère villes et villages sur son passage. Elle est cependant arrêtée à Senonches, Courville et Châteaudun où le commandant FTP Jacques réclame son appui pour achever la libération de la ville. Le 15 août, les Américains quittent Courville délivrée alors que Chartres se soulève à son tour : tout s'accélère, le département est libéré dans les 4 jours qui suivent.

Parfois minimisée, l'implication de la Résistance est ici indiscutable. Elle a même été reconnue par l'état-major allié. Elle est souvent le fruit d'initiatives parfois hasardeuses qui sont le propre de troupes très motivées mais inexpérimentées, à l'instar de ces quatre résistants qui, sur la route de Pontgouin, tentent d'arrêter une colonne allemande d'une trentaine de soldats. L'intervention de chars ennemis les oblige à renoncer. Leur voiture est détruite mais ils parviennent néanmoins à faire deux prisonniers. D'autres ont moins de chance : les quatre hommes qui s'opposent à la retraite allemande sur Varize, le 17 août, sont fusillés le même jour à Cormainville. Quand ils sont en appui direct des troupes américaines, les résistants ne sont pas forcément plus à l'abri comme les hommes de Gaétan Brice qui trouvent la mort à Marboué alors qu'ils rejoignent Châteaudun. Sans être forcément décisif, leur soutien permet à l'armée américaine de progresser dans un environnement sécurisé. Par leur connaissance du terrain, ils nettojent les poches de Résistance ennemie laissées par les libérateurs : les hommes de Jules Divers participent à l'arrestation des derniers groupes ennemis au nord de Chartres, les FTP du commandant Jacques tiennent

tous les carrefours stratégiques autour de Châteaudun ou encore les FFI de Bonneval patrouillent inlassablement dans leur secteur. Enfin, comme à Nogent-le-Rotrou, les résistants participent généralement à la libération des agglomérations principales, Chartres en tête, mais aussi Mainvilliers, Dreux sous les ordres du commandant Farjon et, dans une moindre mesure, Châteaudun. Partout, les derniers affrontements sont meurtriers et font des centaines de morts parmi les résistants, les militaires et les civils.

La libération de Chartres

Le 15 août, près de 1200 Allemands occupent encore Chartres. Dans l'après-midi, les résistants font sauter un dépôt de vivres et établissent leur PC dans des immeubles autour de la place des Epars et à proximité immédiate de la préfecture. Dans la soirée, les Américains lancent sans succès une première offensive. Seuls quelques éléments isolés parviennent dans la nuit à atteindre la rue du Grand Faubourg. Les Allemands se replient alors en basse-ville et font sauter la Porte Guillaume. Au petit matin du 16 août, les résistants prennent la poste et sécurisent ainsi leur réseau de communication. Les forces allemandes qui occupent la rive gauche de l'Eure tentent alors de détruire le pont de la porte Morard. Elles sont arrêtées par les hommes du groupe Cadjeu. En miljeu de matinée, les premiers chars américains entrent dans Chartres. La préfecture est alors envahie par une telle quantité de volontaires que les différents bureaux ont le plus grand mal, dans la confusion, à les affecter aux groupes de combat.

LA LIBÉRATION DE NOGENT-LE-ROTROU



Le 10 août, alors que les Américains viennent d'atteindre les environs du Mans, les hommes du maquis de Plainville, sous la direction de Duroc (G. Herbelin) et Sinclair (Maurice Clavel), décident de libérer Nogent-le-Rotrou avant l'arrivée des Alliés: pour eux, c'est une question d'honneur. Assistés du maquis de Beaumont-les-Autels d'Antoine de Layre et du groupe d'Auneau mené entre autres par Désiré Klein, ils engagent le combat le matin du 11 août. Quelque 150 FFI sont mobilisés et surprennent une garnison allemande soutenue seulement par deux

chars. Le soir, la ville est libérée au prix d'un mort et quelques blessés chez les maquisards. Les Allemands se replient sur Margon et, curieusement, les résistants décrochent à leur tour, laissant la ville vide de combattants à la grande stupeur des habitants. Ils ne reviennent que le lendemain. Les Alliés, quant à eux, traversent la ville libérée le 13 août.





Amidi, les résistants sont engagés un peu partout. Parallèlement, les troupes allemandes stationnées à Lèves sont copieusement bombardées et celles de Nogent-le-Phaye sont tenues en échec, en partie par les FFI du groupe Duchesne. Au sud, les hommes de Sinclair tentent une opération vers Chartres depuis Thivars mais ils sont arrêtés une première fois à La Cavée dans le secteur de Luisant : 4 morts. Le 17 août, les résistants de Cadieu (58 hommes) sont chargés de prendre les Trois-Ponts et de s'y maintenir, mais la défense allemande y est acharnée et les Chartrains manquent de munitions. Ils perdent 6 patriotes mais sur leur aile droite, Sinclair et ses FFI parviennent à entrer en ville. Les troupes allemandes sont encore très nombreuses au sud et sud-est de la ville. Fort des renseignements apportés par le commandant Grima, un assaut de blindés américains est donné le 18 août depuis Brétigny et Bouville en direction de Beaulieu. Après de terribles combats, la jonction est faite avec l'infanterie à Champhol. Pendant ce temps, la Résistance continue de seconder les forces régulières dans le nettoyage du centre-ville. Le 19 août au matin, les Allemands lèvent le drapeau blanc. Le lendemain, Chartres, défigurée mais libre, enterre ses morts, 52 en tout... dont 24 résistants.

Quelques jours plus tard, le 23 août, le général de Gaulle est à Chartres. Il prononce un discours devant l'hôtel des Postes, entouré de résistants, de soldats américains et de M. Chadel, nommé préfet de la Libération.

Des comportements extrêmes

Dans chaque ville, la Libération donne lieu à de nombreuses scènes de joie. La foule envahit les rues, monte sur les chars et embrasse les soldats avec reconnaissance. Mais les populations locales, résistants en tête, s'expriment aussipar la violence. À Courtalain, un mannequin représentant Hitler est brûlé en place publique. Des comportements extrêmes ont aussi lieu, le CNR ayant appelé à l'élimination des collaborateurs, traîtres et autres miliciens, ouvrant ainsi une première phase d'épuration sauvage dès août 1944 dans les communes libérées ou sur le point de l'être. Elle est le fait de résistants mais aussi de civils, souvent combattants de la dernière heure, qui en profitent pour régler des comptes personnels. A partir du 16 août à Chartres, Châteaudun et Nogent-le-Rotrou débute la chasse aux « collabos ». Des femmes sont tondues, coupables notamment d'avoir entretenu des relations intimes avec des Allemands. Des scènes similaires se produisent à Bailleau-sous-Gallardon et Bailleau-l'Évêque. Les chiffres avancés sont variables en raison de la confusion qui régnait au moment des faits mais une dizaine de personnes auraient été exécutées sans véritable procès en Eureet-Loir. Entre août et novembre, les FFI arrêtent des centaines de personnes qui sont internées dans un ancien camp de prisonniers à Voves ou dans des châteaux comme celui de Maintenon. Leurs biens sont généralement pillés.

Continuer la lutte...

Ala Libération, certains résistants considèrent que leur devoir est fait et reviennent à leur vie première. D'autres poursuivent la lutte dans l'armée régulière, donnant ainsi une meilleure impression à la population que celle des arrestations, perquisitions et saisies. Le 23 août 1944, quelque 500 hommes, convaincus que leur mission dépasse le cadre du département, se rassemblent à Chartres sous le commandement de Sinclair et participent à la libération de Paris. De retour à Châteaudun, le 1er septembre, ils prennent le nom de bataillon de marche d'Eureet-Loir. Cette unité s'engage alors sur la Loire, protégeant le flanc sud des troupes alliées. Le 16 septembre, elle se rassemble à Dreux où elle est officiellement intégrée à l'armée régulière et équipée d'uniformes anglais. Elle s'ouvre au recrutement et prend le nom de premier bataillon d'Eure-et-Loir, commandé par Farjon, chef des FFI de Dreux. Le 15 novembre 1944, elle est transférée à Bourges. Farjon est alors remplacé par le capitaine Antoine de Layre, chef du maquis de Beaumont-les-Autels. Le 15 février 1945, devenue 3e bataillon du 131e régiment d'infanterie, elle est envoyée sur le front de l'Atlantique où elle participe à la libération de Royan, de la pointe de Grave et de l'île d'Oléron.





Après le 8 mai, date de la capitulation allemande, elle part pour l'est de la France. Elle est dissoute fin août et ses hommes se voient confier différentes missions en France. Leur démobilisation individuelle intervient au début de l'année 1946.

Pantin représentant Hitler pendu à Courtalain. - Arch. dép. Eure-et-Loir, 1 J 1173

I... ou s'engager politiquement.

Quelques-uns, enfin, prennent place dans les nouvelles structures politiques et notamment le Comité départemental de libération (CDL) entourant le préfet de la Libération Jean Chadel et le commissaire régional de la République. Chargés de rétablir l'autorité de l'Etat et d'éviter toute interruption du pouvoir, ces hommes, majoritairement issus des FFL et des cadres FFI, doivent restaurer les instances démocratiques et faire le lien entre le gouvernement provisoire parisien et les autorités locales issues de la Résistance, empêchant ainsi la mise en place de pouvoirs parallèles dans un espace politique laissé libre. Mais les résistants euréliens, n'ayant pour but que la libération de leur territoire, ne contestent pas les nouvelles autorités locales. Les tensions apparaissent plutôt quant à la reconnaissance

des actes de Résistance effectués. En effet, les compagnons de combat d'hier se déchirent au sujet de l'authenticité de leur engagement. Certains ne sont pas contestés, comme les résistants entrés dans les comités républicains ou ceux devenus maires de grandes villes (André Gagnon à Chartres, Jules Gouzy à Bonneval, Pierre Jossinet à Châteaudun), mais d'autres sont moins légitimes. On distingue en effet ceux qui se sont engagés dès 1942 ou 1943 et les « résistants de la dernière heure », qui n'ont pris les armes qu'en juillet 1944.

Le rétablissement progressif de l'ordre

Afin d'éviter les abus, l'Etat reprend le contrôle de l'épuration. Dès le 24 août 1944, des sanctions sont officiellement annoncées contre les « mauvais Français ». Les premières arrestations « légales » pour dénonciation, marché noir ou menées antinationales pendant l'occupation ont lieu début octobre. Le comité local de libération de Dreux travaille étroitement avec la police en charge de l'épuration. C'est moins vrai à Nogent-Le-Rotrou et Châteaudun: la population critique les mouvements de Résistance qui poursuivent leurs arrestations alors que c'est à la police seule de s'en occuper. Partout, dans toutes les administrations et la presse,

LA RÉSISTANCE EN EURE-ET-LOIR



des enquêtes sur les comportements du personnel lors de l'occupation sont engagées et les sympathisants de Vichy sanctionnés. Pour cela, une cour spéciale de justice est mise en place en septembre dirigée par le juge du tribunal civil de Chartres. Elle est chargée de traiter les cas de collaboration les plus graves. A partir de janvier 1945, elle est secondée par la chambre civique chargée de juger les actes n'encourant que la peine d'indignité nationale. Ces tribunaux d'exception fonctionnent pendant toute l'année 1945. Ils prononcent plus de 400 condamnations allant de la peine de mort à la dégradation nationale en passant par les travaux forcés et la prison. Comme à Châteaudun, les crimes les plus courants sont ceux de collaboration économique (plus par goût de l'argent que par idéologie), puis ceux de collaboration sentimentale et enfin ceux de collaboration politique et militaire, incluant notamment les dénonciations de résistants. Les condamnations ont avant tout valeur d'exemple. Les peines de mort ne sont pas appliquées. Et la presse locale souligne alors l'insuffisance des condamnations prononcées. C'est aussi le cas de certains résistants qui protestent en projetant un attentat à l'explosif contre la préfecture en juin 1945. A partir de 1946, la reconstruction du pays nécessite la réconciliation des Français. Il est temps de tourner la page de l'occupation. Le gouvernement commence alors à construire le mythe d'une France unie. Les résistants sont mis à l'honneur et tous ceux qui ont perdu la vie sont reconnus comme « morts pour la France ».





« Jean Moulin ne voulait pas signer sans preuve car pour lui, ce n'étaient pas les soldats sénégalais mais les allemands qui avaient fait toutes ces cruautés. Quel héroïsme!».

Regards des élèves de 2020

sur les actions de Résistance de Jean Moulin

Le 18 juin, il se tranche la gorge avec un bout de verre. Il a préféré mettre fin à ses jours que de signer le protocole. Il voulait empêcher nos ennemis de nous déshonorer pour que des soldats français ne puissent être traités de criminels. « Pourtant, je ne peux conçue que par des sadiques en délire» « [ma famille] que les soldats français ne puissent que les soldats français ne puissent pas être traités de criminels ». (extraits de Premier combat, Jean

Quel extrême courage! Il a préféré se suicider pour défendre les intérêts de ses administrés et l'honneur de son pays. Cela fait de lui un héros et un modèle.

Quel courage de défendre des soldats étrangers! Quelle confiance envers l'armée française et quelle solidarité envers des personnes de différentes origines et couleurs. Jean Moulin a confiance en ses hommes: « Nos tirailleurs, ajoutai-je, a combattent certes, avec une énergie farouche sur les champs combattent certes, avec une énergie farouche sur les champs de bataille mais ils sont incapables de commettre une de bataille mais ils montre solidaire et même s'ils n'ont mauvaise action ». Il se montre solidaire et même s'ils n'ent pas la même origine, la même couleur de peau ou la même religion, il les défend à cœur ouvert et résiste aux coups pour eux. » (extraits de Premier combat, Jean Moulin)

